

Vive le marxisme-léninisme-maoïsme!
Vive la guerre populaire !

Programme d'action du Parti communiste d'Indochine

**Publié dans L'Internationale communiste
30 juillet 1932**

I. LES TACHES FONDAMENTALES DE LA REVOLUTION INDQCHINOISE

Il y a soixante-dix ans, les troupes françaises envahirent notre pays pour en faire une colonie du capital français.

Depuis, la bourgeoisie française, alliée aux féodaux et aux propriétaires fonciers indigènes, ne cesse de torturer une population de 20 millions d'habitants, monnayant le sang et la sueur des travailleurs.

Voilà pourquoi, misérable et arriérée, l'Indochine voit ses peuples dépérir, en proie à la famine et aux maladies.

Le pouvoir politique et la domination économique sont entre

les mains des conquérants.

Les parasites impérialistes ont pris l'Indochine dans un filet de banques et de caisses de crédits.

Ils ont fait main basse sur les mines les plus riches, les chemins de fer, les ports, les canaux d'irrigation. Ils y vendent les produits de leurs fabriques, entravant par la violence le développement industriel du pays.

Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leurs terres fertiles qu'on transforme en des plantations de caoutchouc et de coton.

On nous oblige à travailler pour fournir aux capitalistes français des matières premières à bas prix. Des millions de travailleurs peinent leur vie entière, sans lever l'échine, arrosant les rizières de leur sueur.

Mais toujours moins nombreux, chaque année, sont les grains de riz dans le bol du nha-qué et du coolie.

Cependant que de grands bateaux emportent de Saïgon et de Haïphong des milliers de tonnes de riz destinées à la vente et que des milliards de francs sont encaissés par les banques et les planteurs français, les spéculateurs de terre, les usuriers et les hobereaux indigènes.

L'Indochine est devenue une arène pour affaires véreuses, corruptions et aventures malpropres.

Là est l'origine de la fortune des Fontaine, Outrey et autres gloires financières de la France impérialiste.

La France envoie en Indochine tous les déchets, toute la lie de sa bureaucratie vénale. Tels des vampires, il sucent le sang de notre malheureux pays, et celui de notre peuple, et s'engraissent à bon compte.

Les impérialistes condescendent à réserver une part de leur butin aux rois d'Annam, du Cambodge et du Laos, ainsi qu'aux terriens, notables et mandarins.

S'appuyant sur cette clique féodale et la soutenant, les colonisateurs renforcent toutes les formes du joug féodal et usurier et dépouillent l'Indochine, de concert avec cette clique.

La bourgeoisie indigène, bien qu'elle ne constitue qu'une mince couche dans le pays, arrache aussi sa part de butin.

Ses antagonismes partiels avec l'impérialisme français ne l'empêchent pas de s'allier à lui dans la lutte contre le mouvement révolutionnaire des masses.

Liée à la grande propriété foncière, la bourgeoisie nationale réformiste négocie avec les impérialistes français aux dépens

des intérêts de la population laborieuse de l'Indochine.

Le despotisme et l'arbitraire règnent dans le pays. L'ouvrier, le paysan, les couches intellectuelles laborieuses et la population pauvre des villes se voient privés des droits les plus élémentaires.

Les travailleurs ne peuvent ni s'associer, ni se réunir, ni publier des écrits, ni même se déplacer de ville en ville, de village en village sans autorisation spéciale.

Par contre, on trouve à tout bout de champ des tribunaux indigènes vénaux, des commissions criminelles, des cours martiales, des prisons, des chambres de torture.

Seuls, les lèche-bottes et ceux qui trahissent les intérêts du peuple reçoivent des impérialistes la permission de s'organiser, afin d'aider l'impérialisme à mieux opprimer et spolier les travailleurs.

C'est dans ce but que, sur l'ordre des impérialistes, les organismes des « représentants du peuple » ont été créés. Les travailleurs constatent que les organismes «représentatifs» sont, aux mains de nos ennemis mortels, un moyen de réprimer la lutte des masses pour leur émancipation.

Journellement, les prétendus représentants du peuple : féodaux et bourgeoisie indigène, trahissent et vendent ses intérêts,

échangent les têtes des ouvriers et des paysans exécutés contre des aumônes toujours nouvelles.

Les impérialistes prétendent remplir une « mission civilisatrice » dans notre pays. Mais tout cela n'est que leurre et mensonge. Les envahisseurs impérialistes ne nous ont rien apporté, hormis humiliations et souffrances.

Tout notre pays est enserré dans un étau de fer, chargé des chaînes de l'esclavage.

Les abominables conditions de vie et de travail des masses laborieuses asservies de l'Indochine sont encore aggravées par la crise économique qui, depuis trois ans, ébranle le monde capitaliste tout entier y compris la France et ses colonies.

Les ouvriers de France, d'Algérie, de Tunisie et des colonies françaises y compris l'Indochine souffrent d'une manière inouïe de la crise. Des dizaines de milliers d'ouvriers sur le pavé, condamnés à mourir de faim.

L'économie indochinoise ruinée par la politique criminelle de l'impérialisme et une oppression nationale sauvage, subit une crise économique et agraire profonde et prolongée.

Le planteur de caoutchouc, de riz, l'usurier, le capitaliste cherchent à faire retomber le poids de la crise sur les travailleurs et à maintenir à leurs dépens des profits qui vont

diminuant.

Il n'est plus possible de continuer une telle vie. La patience des travailleurs est à bout. La classe ouvrière s'est engagée dans la voie d'une lutte sans merci contre ses oppresseurs.

Les ouvriers des plantations de Phu-Rieng ont levé l'étandard rouge de la révolte. Les larges masses paysannes ont suivi l'exemple des ouvriers.

La révolte des tirailleurs tonkinois de Yen-Bay et des paysans de la Rivière Rouge, a inscrit une page immortelle dans l'histoire de la révolution indochinoise.

Pendant deux ans, les travailleurs du Tonkin, de l'Annam et de la Cochinchine, ont lutté avec héroïsme. D'abord, les mots d'ordre furent : « contre la réduction des salaires, contre les licenciements, contre les impôts, pour le riz, pour des conditions de travail humaines » ; le prolétariat et les travailleurs, au cours des combats luttèrent ensuite pour les revendications fondamentales de la Révolution anti-impérialiste et agraire.

Le prolétariat Indochinois est jeune encore et peu nombreux, mais il est déjà à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire.

Le Parti communiste a combattu sans relâche pour le rôle dirigeant du prolétariat dans la lutte pour la libération

nationale.

C'est guidé par lui que le prolétariat a dirigé et dirige les masses paysannes et la population pauvre des villes.

C'est seulement sous cette direction que le bloc révolutionnaire des travailleurs de l'Indochine — ouvriers, paysans, travailleurs et population pauvre des villes — sortira victorieux de sa lutte contre le bloc contre-révolutionnaire des impérialistes, 'féodaux, propriétaires fonciers, mandarins, notables et contre la bourgeoisie indigène nationale-réformiste qui a trahi.

Le Parti communiste a constitué ses organisations dans un régime de terreur sanglante, inouïe, dans l'illégalité la plus absolue. Composé, au début, de petits groupes isolés, il est devenu le parti de combat du prolétariat.

Il s'est lié aux larges masses travailleuses qu'il organise et dont il devient la véritable avant-garde dans la lutte pour leur émancipation, pour l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans.

Le chemin parcouru par notre parti en deux ans d'essor révolutionnaire et son rôle décisif et dirigeant dans la lutte libératrice, ont montré à l'impérialisme français où est son principal ennemi.

Il a compris que tout le mouvement révolutionnaire ne pourrait

être affaibli et désorganisé qu'avec la défaite de cet ennemi essentiel. L'impérialisme a déclaré une guerre à mort à tout mouvement révolutionnaire et en premier lieu à notre héroïque parti. Il veut l'anéantir physiquement.

L'Indochine est inondée de troupes et de forces policières. Les traîtres mercenaires se glissent parmi les rangs des lutteurs, et des milliers de révolutionnaires dévoués, de prolétaires et de paysans périssent victimes de leur ignoble besoin.

Les révolutionnaires languissent par milliers dans les prisons, des milliers d'autres sont déportés ou fusillés. Des centaines de manifestations ont été dispersées par la violence, des dizaines de villages ont été incendiés.

L'Indochine est noyée dans le sang.

Les impérialistes ont résolu d'obtenir le « calme » à tout prix. L'Indochine doit être « calme » pour que les requins puissent continuer en toute liberté à exploiter notre peuple.

Le mouvement révolutionnaire doit être étouffé pour qu'il soit plus facile de mener de l'Indochine la lutte contre les Soviets chinois, contre la révolution chinoise, pour le partage et la spoliation de la Chine.

La lutte révolutionnaire doit être aussi étouffée pour que la clique militaire française ait les mains libres dans ses

préparatifs d'intervention contre l'Union soviétique.

La clique impérialiste française a fait de l'Indochine une base militaire pour appuyer sa politique de brigandage.

De là, les tentacules de l'impérialisme français, après s'être emparées de la route du Yunann, s'étendent au Yunann en entier et s'avancent vers les autres régions de la Chine du Sud.

Alliée aux militaristes japonais et aux impérialistes des autres pays, la bourgeoisie française participe au dépècement de la Chine, étouffe le mouvement révolutionnaire des ouvriers et des paysans chinois.

Les impérialistes du monde entier préparent fébrilement une nouvelle guerre qui, par ses proportions et sa cruauté, dépassera de loin celle de 1914-1918. Le littoral du Pacifique sera un des principaux théâtres d'opérations.

La France impérialiste, principale fomentatrice de guerre, construit en Indochine des forts militaires et des arsenaux.

Elle en fait son avant-poste fortifié en Extrême-Orient, afin de payer avec le sang des travailleurs indochinois ses aventures militaires. Nos travailleurs doivent déjouer ces plans de pillage.

Les socialistes français en Indochine jouent le rôle d'avant-garde de la contre-révolution impérialiste.

Varenne, le premier gouverneur général « socialiste » de l'Indochine, a aidé en toute conscience l'impérialisme français au moment critique, à étouffer les actions populaires.

Chemin faisant, il a dépouillé les paysans en attribuant des terres à ses amis, forbans et concessionnaires.

La fédération socialiste du Tonkin a été la première à réclamer l'écrasement dans le sang, de la révolte de Yen-Bay. Les socialistes sont ceux qui aident le mieux l'impérialisme à transformer notre pays en une base militaire pour l'intervention et les préparatifs de la guerre sur le Pacifique.

Les propriétaires fonciers, les mandarins, les notables et avec eux la bourgeoisie indigène secondent les impérialistes dans leur besogne de bourreaux.

L'impérialisme français par reconnaissance, a élaboré pour eux un plan de « réformes » auquel ses agents indigènes ont répondu par les « vœux des Annamites ».

Ces réformes et ces vœux visent uniquement à renforcer le pouvoir des impérialistes dans le pays, à élargir leur base sociale, à incorporer définitivement, dans le bloc contre-révolutionnaire, la bourgeoisie indigène et à y entraîner les couches supérieures de la petite bourgeoisie des villes et les éléments exploités de la campagne.

Les promesses d'améliorer la situation des journaliers, ouvriers et paysans, ne sont que vils mensonges.

Jamais l'impérialisme français n'améliorera la situation des travailleurs.

Les impérialistes font du battage autour de l'ascension à la petite propriété.

Cela n'est que de la démagogie. En réalité, ils désirent maintenir les grandes propriétés foncières et accordent dans ce but aide et crédit aux propriétaires fonciers et planteurs.

Ils facilitent la vente de la petite propriété paysanne afin que notre terre passe librement aux mains des seigneurs terriens, mandarins, notables et paysans riches.

Les travailleurs doivent savoir que les « réformes » promises sont des mesures venant de notre ennemi de classe. Seule, la lutte révolutionnaire des masses, pleine d'abnégation, a réduit l'impérialisme à s'engager dans la voie des réformes.

Par elles, l'impérialisme compte non pas aider les travailleurs mais briser leur lutte, duper les masses populaires et renforcer davantage encore leur oppression.

Les nationaux-réformistes Indochinois sont allés rapidement

jusqu'au bout de la trahison.

Depuis plusieurs années déjà, l'impérialisme français a su, par de misérables aumônes et des promesses, les entraîner dans la voie de la collaboration.

La puissance et l'envergure de la lutte révolutionnaire des ouvriers et des paysans ont poussé les nationaux-réformistes dans le camp de la contre-révolution.

Le rôle des nationaux-réformistes de « gauche » consiste à dissimuler aux masses, par une politique de duperie raffinée, la trahison du national-réformisme.

Les nationaux-réformistes ont livré nos chefs aux bourreaux.

Ils ont réclamé, tout comme nos pires ennemis, la répression des révolutionnaires insurgés.

Les partis nationaux-réformistes, constitutionnalistes de Cochinchine, groupe national-réformiste du Tonkin et de l'Annam (Phatu-Quynh, Vinh et Cie) sont les partis des grands propriétaires fonciers, des capitalistes, des hauts fonctionnaires, des avocats et des policiers.

Jamais ces partis n'ont défendu les intérêts des travailleurs. Ils ont toujours été partisans d'une collaboration étroite avec les impérialistes.

Leurs éléments de « gauche » (« Jeune Annam ») essaient, en bavardant sur la possibilité d'obtenir l'indépendance de l'Indochine des mains de l'impérialisme français, etc., de semer parmi les travailleurs l'illusion qu'ils peuvent améliorer leur situation sans lutter contre l'oppression coloniale.

Les nationaux-réformistes de droite et de « gauche », qui parlent de temps en temps avec hypocrisie de la nécessité d'atténuer la répression et de secourir le peuple affamé, sont devenus en fait les chiens de garde de l'impérialisme français. Le national-réformisme s'efforce de réconcilier les travailleurs avec leurs ennemis mortels, les impérialistes.

C'est pourquoi le déclenchement de luttes décisives pour l'indépendance de l'Indochine, et le triomphe de la révolution agraire et anti-impérialiste sont impossibles sans démasquer avec intransigeance le national réformisme et surtout sa « gauche », aux yeux des larges masses.

Le Parti nationaliste révolutionnaire « Viet-Nam-Quoc-Zan-Dang » (le Kuo-mintang Indochinois) a mené une lutte anti-impérialiste ; nombre de ses adhérents ont été exécutés ou languissent en prison.

Mais ce parti, qui comprend principalement des fonctionnaires, des commerçants et des éléments appartenant aux sommets de la population rurale, n'a jamais songé, ni dans son programme,

ni dans sa lutte, à résoudre les objectifs fondamentaux de la révolution, en particulier ceux de la révolution agraire.

Détaché des masses, il a toujours mené une politique de comploteurs petits-bourgeois.

Déjà lors de l'écrasement de l'insurrection de Yen-Bay, ses chefs ont cru possible l'accord avec l'impérialisme, sous condition d'en obtenir d'insignifiantes concessions.

Plus les masses, dirigées par le Parti communiste, mènent une lutte plus résolue pour la révolution anti-impérialiste et agraire, plus ce parti progresse dans la trahison des intérêts des masses.

Le regain d'activité et l'apparition, ces derniers temps, de nouveaux partis nationalistes révolutionnaires (Parti populaire radical révolutionnaire, Parti de « l'Annam indépendant », etc.), sont l'indice de l'élargissement du front anti-impérialiste dans le pays.

Dans leur lutte contre l'impérialisme, les communistes organisent le front unique de toutes les forces réellement anti-impérialistes et mènent des actions communes (manifestations, grèves, etc.) même avec les formations et groupes de nationalistes révolutionnaires qui, nous le savons d'avance, ne seront pour nous que des compagnons de route d'un court moment.

En même temps les communistes expliquent à tous les travailleurs que plus les ouvriers et les paysans se rapprocheront de la victoire, plus la ligne de démarcation des classes s'accroîtra, plus la bourgeoisie indochinoise exigera de l'impérialisme l'écrasement du mouvement ouvrier et paysan, et plus les organisations nationalistes révolutionnaires perdront avec rapidité les derniers vestiges de leur esprit révolutionnaire et rallieront les positions du national-réformisme.

Nous n'avons pas réussi encore à transformer les puissantes luttes révolutionnaires de 1930-1931 en batailles décisives pour la libération du pays, pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.

Néanmoins, le Parti a atteint des résultats importants au cours de sa lutte.

Il s'est lui-même considérablement développé et élargi, il a renforcé ses rangs. Nous avons vu s'organiser sous son drapeau des syndicats rouges, de puissantes unions paysannes, des jeunesses révolutionnaires.

Leur lutte héroïque dans un certain nombre d'usines a fait obtenir aux prolétaires indochinois des augmentations de salaires et la réduction de la journée de travail.

Dans l'Annam du Nord (provinces de Nghé-An et de Hatinh),

les masses révolutionnaires ont renversé les oppresseurs, créé pour la première fois en Indochine des Soviets, organes du pouvoir révolutionnaire, et procédé à la confiscation et au partage des domaines fonciers.

Les travailleurs de ces provinces ont établi leurs lois révolutionnaires et donné la liberté aux masses opprimées. Dans beaucoup de provinces de la Cochinchine, la lutte héroïque des paysans a eu pour conséquence l'abolition des impôts supplémentaires.

Ces résultats de la lutte montrent que la libération ne peut être obtenue que par la lutte armée des masses populaires elles-mêmes.

Malgré sa lutte héroïque et la justesse en général de sa ligne politique depuis deux ans, le Parti a eu néanmoins un certain nombre de faiblesses et commis des erreurs, de la rectification desquelles dépend dans une forte mesure le succès de la nouvelle poussée révolutionnaire qui s'accumule.

Le Parti n'a pas suffisamment développé le travail de masse et notamment le travail dans les entreprises.

La lutte portait encore un caractère local ; elle ne fut pas étendue à tout le pays. Tout en dirigeant le mouvement vers la lutte anti-impérialiste, le parti n'a pas posé à temps la tâche de mener de front une lutte de masse pour la terre.

Il n'a pas fait connaître au pays tout entier l'expérience révolutionnaire des paysans de Nghé-An et de Hatinh qui ont confisqué les terres des grands propriétaires fonciers.

Constituer une organisation communiste solide, conquérir la majorité des masses travailleuses, réaliser le Front unique de combat des ouvriers et des paysans, lier de façon étroite le mouvement anti-impérialiste à la large lutte de la masse des paysans pauvres et moyens pour la terre, unir et développer les syndicats et les unions paysannes et surtout élargir le mouvement révolutionnaire à toutes les régions du pays et à toutes les nationalités de l'Indochine, développer toutes les formes d'action de masses, — telles sont les conditions nécessaires pour créer les forces qui assurent le triomphe de la révolution:

Par sa politique de terreur effrénée, l'impérialisme a réussi pour un temps à désorganiser le mouvement des masses.

Après avoir refoulé le Parti à l'illégalité la plus complète, il s'est proposé de nous couper des masses, d'enlever à celles-ci la direction révolutionnaire.

Les sévices de la contre-révolution ont semé la confusion parmi ceux de nos compagnons de route que la vague révolutionnaire avait mené à notre parti durant la période d'essor, quand seul il resta le guide des masses révoltées.

Ils ont apporté au Parti les hésitations propres à la petite bourgeoisie dont ils sont issus.

Le manque de foi dans les forces révolutionnaires des masses, dans le rôle dirigeant du prolétariat, dans la victoire inévitable de la révolution, les vaines lamentations à propos des défaites et de la terreur, tout cela démoralise les masses.

Les liquidateurs et ceux qui ne cessent de se plaindre aident l'ennemi. Les compagnons de route venus par hasard au Parti, ne comprennent pas que, si au cours de la lutte révolutionnaire, les défaites partielles sont possibles, leurs enseignements instruisent les masses, et le triomphe final de la révolution est certain.

Cruelle est la terreur des bourreaux impérialistes français. Immenses sont les sacrifices des prolétaires et des paysans Indochinois en lutte.

Mais les impérialistes, en dépit de leurs efforts, ne réussiront pas à étouffer la lutte révolutionnaire.

Déjà, les grèves éclatent de nouveau dans les usines et les entreprises.

De nouveau la flamme de la révolte gagne les villages un à un.

De nouveau les coolies des plantations bougent. L'effervescence révolutionnaire commence à gagner les localités, les districts que l'impérialisme français croyait les plus tranquilles.

Une nouvelle vague d'indignation populaire monte. Les travailleurs Indochinois lutteront jusqu'au bout.

A leur tête combat le Parti communiste qui renforce ses rangs, élargit ses attaches avec les masses.

Les opportunistes et les traîtres ne réussiront pas à détourner le Parti de sa voie héroïque qui le mène à la victoire.

Les travailleurs indochinois ne sont pas seuls dans leurs luttes. Ils ont pour alliés le prolétariat mondial et les peuples opprimés des colonies. Leur plus proche allié est le prolétariat français et son parti communiste.

La lutte des prolétaires de France est indissolublement liée à celle des prolétaires et travailleurs indochinois, contre l'ennemi commun, l'impérialisme français.

Les prolétaires et travailleurs indochinois marchent aux côtés de tout le prolétariat, aux côtés des prolétaires de Chine, qui luttent victorieusement pour chasser de leur pays les bandits impérialistes et pour instaurer le pouvoir des Soviets, aux côtés des prolétaires de l'Inde.

Sous la direction du Parti communiste, par l'insurrection armée, ils chasseront les impérialistes de leur pays, créeront leur pouvoir ouvrier et paysan, remettront la terre aux paysans travailleurs.

Par la révolution anti-impérialiste et agraire, le Parti communiste conduira les masses révolutionnaires en avant vers la lutte pour la transition ultérieure au socialisme.

Dans la lutte, le P.C. indochinois résoudra les tâches fondamentales suivantes de la révolution :

1. — Indépendance économique et politique pleine et entière de l'Indochine. Renversement de la domination française, expulsion de toutes les forces militaires terrestres, navales, aériennes et policières du territoire de l'Indochine ouvrière et paysanne.

2. — Renversement des dynasties indigènes, de la cour d'Annam, des rois du Cambodge et du Laos avec tous leurs mandarins et notables, confiscation de tous leurs biens.

3. — Pour un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan. Pour la création des Soviets et d'une armée révolutionnaire ouvrière et paysanne.

Armement et liberté d'instruction militaire de tous les travailleurs.

4. — Prise de possession par l'Etat ouvrier et paysan (nationalisation) de toutes les banques et entreprises industrielles françaises et étrangères, de toutes les plantations, chemins de fer, compagnies de navigation, canaux d'irrigation.

5. — Confiscation sans indemnité de toutes les terres et forêts, de tous les biens des impérialistes, des missions catholiques, des propriétaires fonciers et des usuriers, des familles royales, des mandarins, des notables. Partage de ces terres entre les journaliers et journalières, entre les paysans et paysannes pauvres, entre les paysans et paysannes de niveau moyen n'exploitant pas le travail d'autrui. Restitution aux travailleurs des terres communales dont ils ont été dépouillés. Remise de ces terres aux paysans pauvres et moyens et aux ouvriers agricoles.

6. — Suppression de tous les engagements qui font des travailleurs les esclaves des usuriers et des banques. Annulation de toutes les dettes et obligations de l'Etat envers les banques et les capitalistes français.

7. — Union fraternelle de toutes les nationalités d'Indochine. Droit pour les Cambodgiens, Laotiens et autres nationalités de l'Indochine de disposer librement d'eux-mêmes.

8. — Journée de huit heures et amélioration radicale des conditions de travail. Assurances sociales aux frais des patrons

et de l'Etat, contre la maladie, la vieillesse, le chômage, l'invalidité et pour les femmes enceintes. Pleine liberté d'association et d'action pour les syndicats de classe.

9. — Egalité complète politique, économique et juridique de la femme indochinoise.

10. — Union fraternelle avec la Chine révolutionnaire ouvrière et paysanne et la révolution hindoue.

II. LE CHEMIN DE LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE

Le Parti communiste Indochinois part des tâches fondamentales de la révolution pour formuler son programme de revendications partielles.

La lutte en leur faveur contribuera à mobiliser les masses populaires en vue de l'insurrection révolutionnaire pour la liberté du peuple Indochinois.

C'est par la lutte seulement que les travailleurs Indochinois obtiendront satisfaction.

Pour que notre lutte soit victorieuse, nous devons être organisés. Il importe de renforcer les organisations révolutionnaires de masse, en premier lieu les syndicats rouges et les unions paysannes.

Utiliser à fond la moindre possibilité légale pour la propagande des objectifs de notre lutte, étendre et renforcer notre influence dans les organisations légales de masses qui groupent des ouvriers et des paysans, simultanément édifier une organisation illégale disciplinée et dirigeant les masses révolutionnaires : le Parti communiste.

Sous un régime d'une terreur effrénée et de persécutions policières, non seulement le Parti communiste, mais encore les syndicats rouges et les unions paysannes ne peuvent mener ouvertement leur travail révolutionnaire.

Aussi nous devons utiliser chaque occasion pour créer autour de ces organisations, sous la conduite du Parti communiste, des organismes révolutionnaires du mouvement de masse : comités d'action, comités de grève, comités paysans.

Ils sont à désigner par les masses en lutte elles-mêmes.

Les travailleurs doivent créer des troupes d'autodéfense ouvrière et paysanne.

Appeler les masses à la lutte, les rassembler, les mobiliser pour la lutte contre la réduction des salaires, contre les licenciements en masse, contre la vie chère, pour l'aide aux chômeurs, créer des comités paysans pour lutter contre la vente des terres paysannes, et contre les impôts ; les organisations révolutionnaires doivent relier ces revendications immédiates

les plus urgentes aux tâches fondamentales de la révolution anti-impérialiste et agraire qui monte.

I. — Revendications générales

1. — Liberté d'association, de presse, de parole, de réunions, de déplacement à l'intérieur et à l'extérieur du pays pour les travailleurs.

2. — Suppression des codes spéciaux, civils et pénaux, pour les indigènes.

Libération des détenus politiques. Cessation de la répression et suppression des cours martiales. Évacuation des détachements punitifs. Suppression des postes militaires. Mise en accusation de ceux qui se sont rendu coupables de répressions, de tortures, d'exécutions et de déportations de révolutionnaires sans jugements. Suppression de la commission criminelle.

3. — Suppression des impôts personnels, municipaux, additionnels et autres. Etablissement d'un impôt dont tous les pauvres seraient exemptés et qui frapperait avant tout le revenu des riches (impôt progressif sur le revenu).

4. — Suppression des monopoles de l'alcool, de l'opium et du sel, etc.

II. Revendications des ouvriers, ouvrières et coolies

Intolérablement pénible est la condition des ouvriers Indochinois.

Leur situation est celle d'esclaves. Pour une journée de douze à quatorze heures, l'ouvrier reçoit un salaire si misérable qu'après avoir payé impôts et amendes et fait des cadeaux aux patrons et aux surveillants, il lui reste à peine de quoi acheter un bol de riz par jour.

Les ouvriers sont roués de coups, enfermés dans les casernes des mines et des plantations.

Plus lugubre encore est l'existence du coolie et du journalier dans les plantations.

Ils travaillent sans repos ni assistance médicale.

La mortalité va croissant.

Le coolie est à la merci du planteur. Il ne peut quitter le travail, si dur soit-il, avant l'échéance du contrat.

A bout de force, les coolies fuient les plantations, risquent presque sûrement la capture et le fouet ou la mort par inanition.

Le Parti communiste Indochinois appelle tous les ouvriers et coolies à s'organiser pour lutter contre ces conditions dignes du travail forcé.

Le Parti lutte pour :

1. — Liberté syndicale (organisation et action) et droit de grève. Groupement des femmes à l'égal des hommes dans les syndicats de classe. Journée de huit heures, réduite à six heures aux travaux insalubres et au fond. Un jour de repos payé par semaine et un congé annuel payé de quatre semaines pour les adultes et de six semaines pour les adolescents.

2. — Contre la réduction des salaires. Augmentation des salaires au fur et à mesure du renchérissement de la vie. Interdiction des amendes et du paiement des salaires en nature. A travail égal, salaire égal pour les ouvriers de toutes les nationalités, hommes et femmes, adultes et adolescents. Assistance médicale gratuite.

3. — Interdiction de maltraiter les ouvriers et ouvrières. Suppression du système des surveillants. Interdiction de fouiller les ouvriers à l'entrée et à la sortie de l'usine.

4. — Contre les licenciements en masse des ouvriers. Assurances chômage aux frais de l'Etat et des entrepreneurs. Imposition des banques, des propriétaires de plantations et

entreprises, des hauts fonctionnaires au profit des chômeurs.

5. — Suppression de l'arbitrage policier obligatoire et de l'ingérence policière dans les grèves. Création de commissions ouvrières élues pour le contrôle du travail, du paiement des salaires, de l'embauchage des ouvriers.

6. — Pour les femmes, deux mois de congé avant les couches et deux mois après avec salaire intégral. Création dans les usines de crèches et de jardins d'enfants aux frais du patronat.

Les ouvriers agricoles doivent créer leurs syndicats de classe indépendants pour assurer la direction prolétarienne des paysans.

Etant donné l'exploitation particulièrement intense des ouvriers agricoles et des coolies occupés dans les plantations et dans les entreprises, et privés de tous ces droits, etc., nous ajoutons pour eux les revendications suivantes :

1. — Attribution aux journaliers et journalières des terres communales et domaniales.

2. — Annulation de tous les contrats forcés, interdiction du recrutement de la main-d'œuvre par contrainte, tant pour le pays même qu'à destination des autres colonies françaises.

3. — Secours de l'Etat aux familles des coolies employés hors

de leur localité. Versement aux coolies, avant leur départ pour les plantations et entreprises, d'une allocation non remboursable.

4. — Suppression du pécule obligatoire. Interdiction de l'achat obligatoire chez les patrons des articles de première nécessité.

En outre, le Parti communiste indochinois soutient et lutte pour toutes les revendications tendant à améliorer les conditions de vie des ouvriers et des coolies.

Mais en même temps il déclare que la seule voie à suivre pour obtenir des concessions tant soit peu importantes de la part des exploiters est celle de la lutte révolutionnaire tant pour les revendications quotidiennes des ouvriers que pour les revendications révolutionnaires générales de tous les travailleurs de l'Indochine.

III. Revendications des paysans et des paysannes

L'impérialisme, de concert avec ses alliés indigènes, a enlevé par la force la terre au paysan, le réduisant à la mendicité, à la famine, à l'esclavage.

Il a remis cette terre aux colons français et à leurs valets indigènes.

Un quart des terres cultivables est aux mains des conquérants

français et des missions catholiques, près de la moitié appartient aux seigneurs terriens, mandarins, notables et usuriers.

Un cinquième seulement reste aux paysans. Mais la plus grande partie de cette terre paysanne est aux mains des paysans riches.

Les terres communales de la paysannerie ont également passé presque entièrement aux mains des riches. Le paysan se trouve obligé de louer la terre.

L'impérialisme a laissé presque intacts les vestiges du servage à la campagne.

Le honteux système du métayage est soutenu par les colonisateurs.

Le *tadien* indochinois n'arrive pas à nourrir sa famille ni à se nourrir lui-même, car il doit remettre au propriétaire de la terre, comme fermage les 70 % de sa récolte.

La bureaucratie française et indigène écrase le paysan sous le faix de charges énormes.

Le paysan ne peut acheter du sel qu'en le payant trois fois son prix. Les impérialistes forcent les travailleurs à consommer de l'alcool.

Le paysan doit entretenir les fonctionnaires parasites français et les mandarins concussionnaires.

Il doit nourrir et vêtir l'armée et la police qui l'oppriment. Le paysan paie plus qu'il ne reçoit.

Pour s'acquitter de ses dettes, il s'adresse à l'usurier ; mais une fois tombé dans ses griffes, il ne peut plus s'en arracher. Acculé au désespoir, il abandonne son lopin de terre et fuit droit devant lui.

Le Parti communiste sait que la répartition des terres dans les différentes parties de notre pays n'est pas égale.

En Cochinchine, ce sont d'immenses domaines et presque pas de terre entre les mains des paysans.

Les champs des grands propriétaires fonciers y sont cultivés uniquement par les métayers et les journaliers.

Au Tonkin, par contre, on trouve des millions de petits lopins de terre et ce morcellement s'accroît de plus en plus ; la situation des propriétaires des petites parcelles se rapproche de plus en plus de celle des métayers sans terre.

Il en est de même dans le Nord-Annam.

Au Cambodge et au Laos, la situation des paysans se rapproche rapidement de celle des autres régions de l'Indochine.

Malgré cette diversité, la politique agraire des exploiters est partout la même.

Et c'est pourquoi nos tâches dans la lutte sont également les mêmes partout.

Le Parti appelle, à cette lutte tous ceux qui travaillent la terre et, en premier lieu, les misérables nha-qués affamés qui forment la majorité écrasante de la population rurale de l'Indochine.

Deux ans de luttes des paysans pauvres ou sans terre ont fait que les éléments riches des villages et des districts, entraînés dans l'insurrection, se sont déjà détournés de la lutte révolutionnaire des paysans.

En certains endroits, les paysans riches ont activement participé à la répression de la lutte révolutionnaire de la masse des paysans pauvres et moyens.

Par ses réformes (révision des lois sur les terres des clans et des communes, crédits agricoles, etc.), l'impérialisme cherche à entraîner définitivement les éléments aisés du village dans le camp de la contre-révolution.

En organisant la lutte des journaliers, des paysans pauvres, des paysans travailleurs en général pour la terre, pour l'expulsion des conquérants impérialistes, le Parti lutte pour le front unique contre les impérialistes ; mais il sait que plus la lutte dans le village indochinois s'approfondira, plus vite le paysan riche passera dans le camp ennemi.

Le succès de la lutte des paysans travailleurs sera d'autant plus marqué que le Parti étendra davantage son influence aux éléments prolétariens et pauvres de la campagne et les organisera.

En créant des syndicats d'ouvriers agricoles et de prolétaires de la campagne (journaliers et coolies), ainsi que les unions paysannes, en organisant des comités paysans révolutionnaires, le Parti appelle à la lutte pour :

1. La suppression immédiate et définitive du honteux système du métayage, la suppression complète des fermages durant la crise.
2. L'abolition immédiate de toutes les formes de corvée (construction des digues, des routes, travaux chez les propriétaires fonciers, etc.).
3. L'annulation immédiate de tous les prêts usuraires et des arrérages, l'interdiction de confisquer les terres pour dettes ou non-paiement d'impôts.

4. La remise des terres communales aux paysans et l'élection de comités de paysans pour le partage organisé de ces terres.

5. L'eau gratuite pour les champs des paysans pauvres, la consolidation des digues et construction de canaux d'irrigation aux frais de l'Etat. (Les paysans travailleurs recevront gratuitement les instruments aratoires et les semences.)

6. L'abolition de tous les impôts frappant les paysans (sur la terre, sur le bétail, impôts supplémentaires, etc.). L'établissement d'un impôt tel que les indigents en soient exemptés et que tout son poids soit reporté sur les éléments fortunés. La suppression des percepteurs dans les villages. L'interdiction des saisies-ventes pour les biens des paysans et de l'emprisonnement pour non-paiement d'impôts.

7. Le partage des stocks de riz appartenant aux propriétaires fonciers et aux accapareurs entre les paysans indigents. La remise aux paysans de tous les secours et avances du gouvernement aux planteurs.

8. La création d'une mutualité véritablement paysanne sous la forme de coopératives de vente et de consommation.

9. La suppression des van-tuan, des bang-ka et des canh-tuan

En mobilisant les masses paysannes pour la lutte, le Parti

communiste indochinois déclare que les revendications ci-dessus des paysans ne pourront être réalisées d'une manière complète et conséquente qu'à la condition d'abattre définitivement le régime des oppresseurs français et indigènes et de créer un gouvernement révolutionnaire ouvrier et paysan.

IV. Les revendications des soldats et des marins

Les soldats de la métropole ne suffisent pas aux impérialistes français pour maintenir l'Indochine en esclavage, ils créent des troupes indochinoises, envoient dans le pays des détachements de la Légion étrangère et des troupes noires.

La vie des soldats indochinois est une vie de bagnard. Ils servent de chair à canon à l'impérialisme français.

Les meilleurs d'entre les tirailleurs ont montré qu'ils sont du côté du peuple révolutionnaire.

Les ouvriers et les paysans doivent journallement expliquer aux soldats et aux marins la nécessité d'une lutte commune de tous les soldats avec le peuple révolutionnaire pour le soutien de la révolution indochinoise.

Le Parti appelle tous les soldats dans le pays sans distinction de nationalités à organiser et à soutenir la lutte contre les oppresseurs.

Il pose les revendications suivantes :

1. Abolition du régime de bague dans les casernes. Interdiction des punitions corporelles et des mauvais traitements. Liberté d'association. Droit de porter les armes en dehors du service. Emploi de la langue maternelle aux exercices militaires.

2. Elévation de la solde des troupiers indochinois au niveau de celle des Français. Amélioration radicale des conditions matérielles d'existence. Entretien des familles des soldats appelés au service.

3. Service d'un an dans la province d'origine du soldat. Journée de huit heures pour les exercices militaires. Interdiction d'expédier les soldats dans d'autres pays.

4. Attribution de terres aux soldats démobilisés aux dépens des propriétaires fonciers, notables, usuriers, etc.

Les marins de la flotte marchande jouent un rôle considérable, notamment dans la présente période des préparatifs de guerre. Aussi le Parti présente-t-il les revendications suivantes pour ces inscrits maritimes :

1. Trois quarts de service par jour pour les matelots et quatre pour les chauffeurs.

2. Elévation du salaire des marins Indochinois au niveau de

celui des français.

3. Contre le vol du salaire pour les heures supplémentaires. Contre les amendes. Assurances sociales aux frais du patron et de l'Etat. Assurance-chômage et assurance-maladie aux frais des compagnies et du gouvernement.

4. Election de comités de marins pour la protection et le contrôle du travail, du paiement des salaires, etc.

V. Revendications des petits commerçants, artisans, employés et de la population pauvre des villes

L'impérialisme français opprime et exploite la petite bourgeoisie des villes.

Les intellectuels Indochinois, instituteurs, petits employés, etc., souffrent de l'oppression économique et nationale.

La population pauvre des villes — petits commerçants, artisans, marchands ambulants — ces pauvres gens végètent dans la misère, par suite de la politique criminelle de l'impérialisme.

La cherté de vie croissante, le chômage fréquent, les impôts accablants, voilà autant de facteurs qui les maintiennent constamment au seuil de la misère.

Les artisans et les petits commerçants se ruinent inévitablement et sont voués à une vie de privations.

Le Parti lutte pour gagner les couches petites-bourgeoises au prolétariat. Seule la lutte sous la direction du Parti communiste assurera à la petite bourgeoisie la victoire sur les impérialistes qui l'oppriment.

Nous posons les revendications suivantes :

1. Annulation de toutes les dettes envers les usuriers et les spéculateurs.

Abolition de tous les impôts directs et indirects et des impôts sur les appointements des employés et les petits gains des artisans, etc. Impôt progressif sur le revenu des capitalistes, des rentiers et des banques, sur les héritages, etc.

Imposition en période de crise de tous les capitalistes et gros fonctionnaires au profit des éléments particulièrement atteints par la crise.

2. Abolition des patentes, amendes et taxes pour les petits commerçants, marchands ambulants et artisans. Libre circulation de toutes les marchandises des petits producteurs et commerçants dans le pays. Droit de libre organisation de coopératives sous le contrôle de comités élus.

3. Contre la réduction des traitements et indemnités des petits employés.

Interdiction des licenciements en masse d'employés. Secours de l'Etat aux chômeurs. Porter les traitements des employés Indochinois au niveau de ceux des Français.

4. Droit de libre association en syndicats des apprentis, commis et gens de maison (sans les patrons).

VI. La lutte pour l'émancipation des femmes travailleuses

L'esclavage féodal, soigneusement maintenu par les impérialistes, met la femme en marge de toute vie sociale et politique.

Les femmes sont maintenues par force dans l'ignorance, privées de la possibilité d'étudier ; les parents ont le droit de marier leurs filles par contrainte.

Les femmes travailleuses sont de plus en plus enrôlées dans le processus de la production, cependant la femme est le plus exploitée dans les usines et plantations. Les femmes indochinoises les plus avancées se sont déjà engagées dans la voie de la lutte.

Le Parti communiste formulant pour les ouvrières et les paysannes des revendications au même titre que les hommes, invite toutes les travailleuses à lutter sous sa direction et ajoute pour elles les revendications suivantes :

Suppression de tous les obstacles et restrictions qui consacrent l'inégalité de la femme envers l'homme. Abolition de la tutelle féodale exercée par les parents et le mari sur les jeunes filles et les femmes (mariage par contrainte, traite des femmes et des jeunes filles). Interdiction des mariages précoces, de la polygamie et du concubinage. Droits de la femme de garder ses enfants en cas de divorce.

VII. Revendications des jeunes

La jeunesse révolutionnaire indochinoise a joué un rôle considérable dans le mouvement de libération nationale.

Les jeunes communistes indochinoises ont dirigé les grèves et manifestations des étudiants et de la jeunesse paysanne.

Elles ont pris une part active à la lutte gréviste des ouvriers.

Le Parti communiste sait que les jeunes représentent une des forces les plus importantes dans la lutte libératrice.

Il appelle les jeunes, dirigés par les jeunes communistes, à lutter pour les revendications suivantes :

1. Journée de six heures pour les jeunes ouvriers de seize à dix-huit ans, de quatre heures pour ceux de quatorze à seize ans. Interdiction d'employer des enfants au-dessous de quatorze ans. Interdiction du travail de nuit pour les jeunes ainsi que du

travail dans les industries insalubres et dangereuses.

2. Congé annuel de six semaines et un jour de repos payé par semaine pour les adolescents. Allocation de chômage aux adolescents aux frais de l'Etat.

3. Instruction gratuite et obligatoire jusqu'à l'âge de seize ans dans la langue maternelle pour les enfants des travailleurs. Fourniture gratuite aux enfants d'aliments, livres, vêtements et manuels scolaires. Interdiction des punitions corporelles. Organiser l'apprentissage et l'instruction professionnelle aux frais de l'Etat et du patronat.

VIII. Revendications pour les diverses nationalités

Depuis la conquête de l'Indochine, l'impérialisme français mène une politique de division et de perpétuation des haines nationales dans le pays.

Il exproprie les tribus insoumises des montagnes et exerce contre elles de cruelles répressions.

Il les maintient dans l'ignorance et l'obscurantisme les plus complets, soutenant la domination féodale au Cambodge et au Laos et les rapports féodaux, le régime patriarcal dans les régions montagneuses.

Corrompant les chefs de tribus et les féodaux, l'impérialisme

français applique les méthodes les plus barbares d'oppression et d'exploitation.

Le Parti communiste déclare à ce sujet :

A bas la politique de division et de haine de races défendue par les impérialistes français !

Nous appelons à la lutte contre l'expropriation des terres et des forêts des tribus et peuples arriérés de l'Indochine.

Nous exigeons que soient abolies toutes les corvées chez les féodaux de tout rang.

Chassez tous les notables et chefs de tribus vendus à l'impérialisme et remplacez-les par des Comités de paysans élus.

CONCLUSION

Frères et sœurs, travailleurs de l'Indochine, les revendications du Parti communiste indochinois sont vos propres revendications.

Ouvriers, faites pénétrer ce programme, le vôtre, dans les fabriques, usines et plantations.

Discutez-le, créez et renforcez vos organisations de classe.

Faites des mots d'ordre de votre programme des mots d'ordre d'action.

Organisez les larges masses ouvrières même les plus arriérées en vue d'une lutte active pour leurs intérêts économiques et juridiques.

Liez cette lutte à la lutte politique.

Ainsi seulement seront assurées la direction prolétarienne des masses travailleuses non-prolétariennes, et la victoire dans la lutte.

Paysans travailleurs, rassemblez autour de votre programme tous les travailleurs de la campagne.

Organisez un mouvement paysan de masse pour la terre, pour l'abolition des impôts.

Créez dans chaque village des comités paysans révolutionnaires, faites-en des organismes dirigeant la lutte paysanne partout dans le pays.

Ouvriers, paysans travailleurs, soldats, jeunesse révolutionnaire et tous les travailleurs, luttez pour votre programme révolutionnaire, rassemblez vos forces, renforcez les organisations révolutionnaires, préparez l'insurrection armée contre tous les oppresseurs.

Les ouvriers et les paysans de Russie ont chassé leurs oppresseurs — le tsar, les propriétaires fonciers et les capitalistes. Les armes à la main, ils ont remporté la victoire.

La révolution d'Octobre a transformé la vieille Russie tsariste, prison des peuples opprimés, en une libre Union des Républiques socialistes soviétiques.

Les travailleurs ont créé leur pouvoir ouvrier et paysan. Les nationalités précédemment opprimées et méprisées forment toutes, aujourd'hui, une union fraternelle.

Les ouvriers et les paysans de l'Union soviétique ont déjà assis les solides fondements de la société socialiste ; ils se posent dorénavant la tâche de supprimer complètement les classes et les différences de classes.

L'Union soviétique ne connaît ni crise, ni chômage.

Les ouvriers du pays des Soviets travaillent sept heures par jour.

Leur salaire augmente d'année en année, les conditions matérielles s'améliorent.

Les impérialistes du monde entier, en premier lieu ceux de France, préparent l'agression contre l'Union soviétique.

Les travailleurs du monde entier se dresseront pour la défense de l'U.R.S.S., pays du socialisme victorieux.

En réalisant leur programme, en mobilisant les masses pour la lutte, en unissant leurs luttes à celles des ouvriers et des paysans de Chine et de l'Inde, les travailleurs indochinois remporteront la victoire et suivront le chemin tracé par l'U.R.S.S.

Vive l'indépendance de l'Indochine !

Vive le pouvoir soviétique et paysan !

Vive la classe ouvrière, guide des masses laborieuses !

Vive l'héroïque Parti communiste d'Indochine !

Vive l'insurrection révolutionnaire pour l'indépendance et pour la terre !

Vivent les Soviets de Chine !

Vive l'U.R.S.S. !

Vive la révolution mondiale !